

Afrique

Main dans la main avec une Afrique plus dynamique¹

Stratégies clés de l'aide

Soutenir la dynamique de croissance par des partenariats public-privé, et promouvoir la « sécurité humaine » par un développement inclusif en Afrique

Si en 2014 l'Afrique a continué d'afficher une croissance économique autour de 5 %, c'est également une année de fortes turbulences pour le continent, notamment à cause de l'épidémie d'Ebola et de la chute rapide des prix du pétrole brut. La JICA a

soutenu les efforts pour contenir Ebola et mis en œuvre le programme d'aide à l'Afrique sur cinq ans annoncé par le gouvernement japonais lors de la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) en 2013.

● TICAD et progrès depuis la TICAD V

Le Japon organise la conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) depuis 1993 afin de soutenir la croissance et le développement du continent. La TICAD est un forum pour le développement de l'Afrique co-organisé par le Japon, l'Union africaine (UA), la Banque mondiale, le Bureau du conseiller spécial pour l'Afrique des Nations unies (UN-OSAA) et le Programme de développement des Nations unies (PNUD). Il est ouvert à la communauté internationale, au secteur privé et à la société civile. En mettant l'accent sur l'« appropriation » par les pays africains et les « partenariats » avec la communauté internationale, le forum élabore des plans d'action concrets pour le développement de l'Afrique et suit leur mise en œuvre.

La JICA apporte une aide à l'Afrique basée sur les discussions menées à la TICAD et les engagements du gouvernement japonais. La TICAD V a fait d'« une économie durable et solide », « une société inclusive et résiliente », et « la paix et la stabilité » les piliers de

l'aide à l'Afrique, et la JICA assure une coopération complète avec d'autres partenaires de développement et entreprises privées conformément à ces trois ambitions.

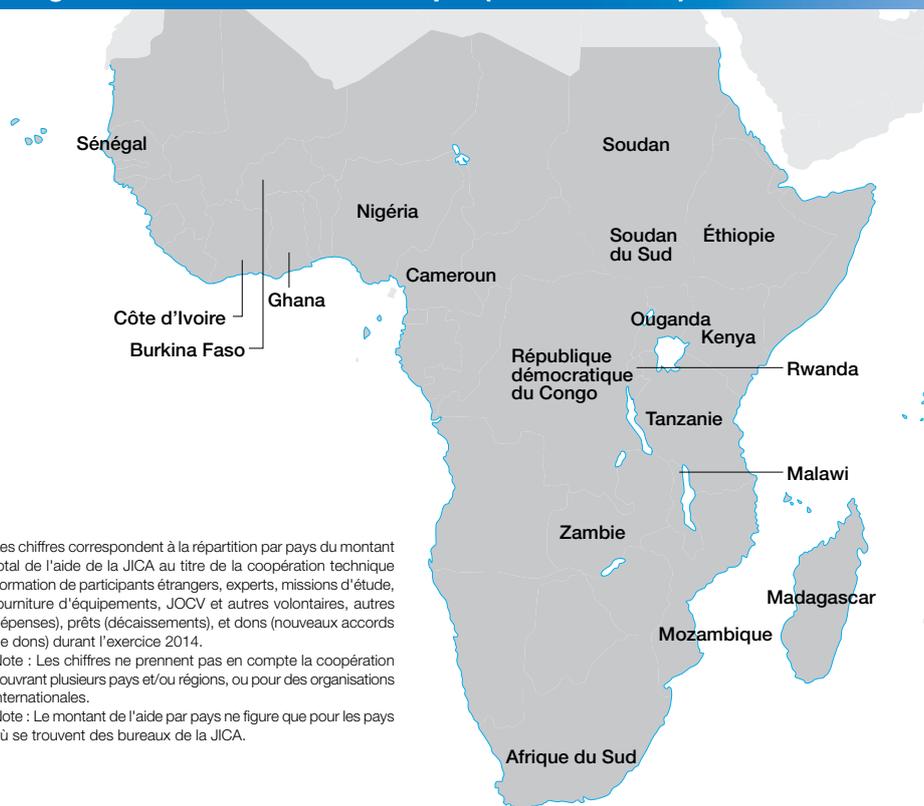
● L'importance du renforcement de la résilience et l'Agenda 2063

Malgré une croissance économique remarquable, l'Afrique a connu une année difficile en 2014. L'épidémie d'Ebola a fait de nombreuses victimes en Afrique occidentale, tandis que les revenus des pays producteurs de pétrole ont fortement chuté avec la baisse des prix du pétrole brut. L'Afrique s'est révélée fragile à bien des égards, ce qui a confirmé la nécessité de renforcer sa résilience.

Dans ce contexte, en janvier 2015, les chefs d'État de l'Union africaine ont adopté l'Agenda 2063 qui fixe les objectifs de développement pour l'Afrique au cours des 50 prochaines années.

1. Le thème central de la TICAD V.

Programmes de la JICA en Afrique (exercice 2014)



Les chiffres correspondent à la répartition par pays du montant total de l'aide de la JICA au titre de la coopération technique (formation de participants étrangers, experts, missions d'étude, fourniture d'équipements, JOCV et autres volontaires, autres dépenses), prêts (décaissements), et dons (nouveaux accords de dons) durant l'exercice 2014.

Note : Les chiffres ne prennent pas en compte la coopération couvrant plusieurs pays et/ou régions, ou pour des organisations internationales.

Note : Le montant de l'aide par pays ne figure que pour les pays où se trouvent des bureaux de la JICA.

Afrique		
Total : 116 425		
(Unité : millions JPY)		
	Montant total des programmes de la JICA (millions JPY)	Répartition des décaissements
Kenya	18 148	15,6 %
Tanzanie	15 388	13,2 %
Mozambique	10 078	8,7 %
Soudan	8 604	7,4 %
Nigéria	7 512	6,5 %
Ouganda	7 000	6,0 %
Ghana	4 995	4,3 %
Éthiopie	4 876	4,2 %
Zambie	4 562	3,9 %
Rwanda	3 770	3,2 %
Sénégal	3 400	2,9 %
Burkina Faso	3 103	2,7 %
Soudan	2 892	2,5 %
Malawi	2 288	2,0 %
Cameroun	1 662	1,4 %
République démocratique du Congo	1 513	1,3 %
Côte d'Ivoire	1 469	1,3 %
Madagascar	672	0,6 %
Afrique du Sud	652	0,6 %
30 autres pays	13 839	11,9 %



Le séminaire conjoint « Vers l'Agenda 2063 – L'Afrique que nous voulons » a eu lieu à Pretoria, en Afrique du Sud. Le séminaire co-organisé par l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), l'Institut d'études sur la sécurité (ISS) d'Afrique du Sud et la JICA portait sur la vision à long terme du développement de l'Afrique.

Les objectifs de l'Agenda 2063 comprennent une croissance inclusive et un développement durable, la bonne gouvernance et la démocratie, les droits de l'homme, l'égalité, l'État de droit, la libération du potentiel des femmes et des jeunes, et la transformation économique. Les initiatives pour mettre en œuvre les objectifs fixés dans l'Agenda 2063 comprennent l'établissement d'un plan décennal, d'un cadre de suivi et d'évaluation, et d'une stratégie de relations publiques pour l'Agenda 2063.

D'autres changements sont nécessaires pour parvenir à une croissance économique durable et à des sociétés plus égalitaires, et la JICA continuera de soutenir les efforts du continent pour parvenir au développement que l'Afrique souhaite pour elle-même.

Enjeux et actions prioritaires

1. Une économie solide et durable

● Corridors de développement et schémas directeurs stratégiques

En 2008, la TICAD IV a fait du développement des infrastructures régionales un enjeu prioritaire. Entre les exercices 2008 et 2012, la JICA a octroyé près de 500 milliards JPY d'aide financière. Lors de la TICAD V, en 2013, environ 650 milliards JPY en prêts d'APD et de la JBIC ont été engagés pour le développement des infrastructures sur cinq ans.

Pour faciliter un développement des infrastructures régionales plus efficace, la TICAD V a mis l'accent sur le développement des corridors économiques, c'est-à-dire le développement de corridors de transport clés en Afrique, et la formulation de schémas directeurs stratégiques détaillant des plans spécifiques pour le « corridor nord » et le « corridor centre » en Afrique de l'Est, le « corridor de Nacala » en Afrique australe et l'« anneau de croissance en Afrique de l'Ouest » pour relier les pays d'Afrique de l'Ouest.

Des études visant à faciliter le développement de la production d'énergie géothermique – une source d'énergie renouvelable sobre en carbone et peu risquée – ont été menées au Kenya, au Rwanda, en Éthiopie, à Djibouti et dans d'autres pays. En janvier 2015, une centrale géothermique disposant d'une capacité de production de 140 000 KW soutenue par un prêt d'APD est entrée en service au Kenya [→ voir l'étude de cas page 55].

● Assistance renforcée au secteur privé en Afrique (EPSA)

Durant le sommet du G8 de Gleneagles, en 2005, le gouvernement japonais et la Banque africaine de développement ont annoncé le

Étude de cas

Soutenir la lutte contre Ebola

Un secours d'urgence rapide pour les pays affectés et les pays voisins

L'épidémie d'Ebola de 2014 en Afrique de l'Ouest a été la plus grave jamais enregistrée avec plus de 10 000 morts au Libéria, en Sierra Leone et en Guinée. La JICA a déployé une aide d'urgence dans plusieurs domaines, et de nombreuses bonnes pratiques ont été développées pour lutter contre Ebola, en tirant le meilleur parti des activités de coopération passées, afin de prévenir la propagation de la maladie vers les pays voisins.

Dans le cadre de l'aide d'urgence, la JICA a fourni des tentes, des bâches et d'autre matériel, ainsi que 720 000 équipements de protection individuelle (EPI) donnés par le gouvernement métropolitain de Tokyo aux pays affectés. En outre, 13 experts ont été envoyés dans ces pays via l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (chiffres provisoires en mars 2015).

Tirer les bénéfices des activités de coopérations passées

Les résultats des activités de coopération passées mises en œuvre par la JICA dans les pays affectés et les pays voisins ont été mobilisés au mieux pour empêcher la propagation d'Ebola.

L'Institut Noguchi pour la recherche médicale au Ghana a servi de laboratoire de référence pour les tests de dépistage d'Ebola sur des cas suspects. À leur retour du Japon, d'anciens participants du Libéria et de Sierra Leone à une formation sur les soins de santé ont mené des

activités de sensibilisation communautaire à la prévention de l'infection.

En Côte d'Ivoire, la JICA, en coopération avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a organisé une formation spéciale pour 1 014 policiers chargés du « contrôle frontalier » dans les aéroports et aux frontières terrestres. L'Agence a également fourni des équipements thermographiques, des thermomètres sans contact et d'autre matériel pour surveiller la température corporelle des voyageurs au passage des frontières. Au Sénégal et au Nigéria, la JICA a conduit une campagne de relations publiques comprenant la production de brochures pour donner des informations correctes sur la maladie à virus Ebola.

La JICA a déployé une aide d'urgence auprès



Formation organisée au bureau sanitaire du district de Montserrado au Libéria en vue de renforcer la surveillance. La JICA a également fourni des mobylettes pour la surveillance (programme de suivi pour les anciens participants).

de 16 pays africains, notamment les trois pays les plus gravement affectés par l'épidémie, et elle soutiendra ces pays dans leurs efforts de rétablissement. En utilisant les connaissances acquises durant l'épidémie, la JICA va également renforcer la structure de l'aide afin de déployer une coopération efficace lors des futures épidémies de maladies infectieuses.



Aide à l'amélioration des capacités de transport du réseau ferré vieillissant du corridor centre, en Tanzanie. La JICA a commencé une étude préparatoire en vue d'une nouvelle coopération en juillet 2014.

lancement de l'initiative d'assistance renforcée au secteur privé en Afrique (EPSA), ainsi qu'une aide sous forme de prêts d'APD à hauteur d'1 milliard USD. Fort de la réussite d'EPSA, lors du sommet du G8 de Los Cabos en 2012, le gouvernement japonais s'est engagé à fournir 1 milliard USD supplémentaire en prêts d'APD sur cinq ans afin de promouvoir les investissements du secteur privé en Afrique. De plus, en janvier 2014, le premier ministre Shinzo Abe a annoncé lors de son discours de politique africaine en Éthiopie que

2006, la JICA a fourni 16 facilités de cofinancement dans huit pays dans le cadre d'ACFA, et cinq prêts d'assistance au secteur privé.

● Développement des ressources humaines pour l'industrie

L'Afrique a le plus fort taux de croissance démographique au monde, mais si le continent dispose d'une main-d'œuvre abondante, la création d'emplois demeure insuffisante à ce jour, c'est pourquoi le développement des ressources humaines pour l'industrie est

le Japon allait doubler son aide à 2 milliards USD.

Dans le cadre de l'initiative EPSA, le gouvernement japonais, en coopération avec la Banque africaine de développement, fournit des prêts et une assistance technique ; la JICA est responsable de l'octroi des prêts. Les deux méthodes de financement actuellement utilisées sont (1) la facilité de cofinancement accéléré pour l'Afrique (ACFA) avec des fonds de la BAfD pour les gouvernements et les agences gouvernementales, et (2) le prêt d'assistance au secteur privé dans le cadre d'EPSA. Depuis

Étude de cas

Kenya : Projet d'énergie géothermique d'Olkaria I Unités 4 et 5

Contribuer à un approvisionnement énergétique stable adapté à la demande croissante

La JICA déploie une coopération pour la construction d'une centrale géothermique propre afin d'augmenter et de stabiliser la production électrique au Kenya et de répondre à la progression de la demande qui accompagne la croissance économique. En janvier 2015, une centrale géothermique de 140 000 KW financée par des prêts d'APD de la JICA est entrée en service.

La production d'énergie géothermique attire l'attention en tant que source d'énergie propre et stable

Au Kenya, la demande en électricité, stimulée par la croissance, augmente chaque année, et elle devrait continuer de croître à un rythme annuel de 14,5 % jusqu'en 2020. Après avoir confirmé la présence de ressources géothermiques

abondantes dans la vallée du Grand Rift¹, le Kenya a entrepris de développer ces ressources dès les années 1970.

La production géothermique permet de générer de l'électricité en utilisant la vapeur des couches souterraines profondes, ce qui en fait une ressource énergétique très prometteuse indépendante de toute condition climatique. De

plus, c'est une forme d'énergie écologique et faiblement émettrice de CO₂, son développement au Kenya est donc d'autant plus encouragé.

Contribuer à un approvisionnement énergétique stable en Afrique de l'Est

En mars 2010, la JICA a signé un accord de prêt d'APD avec le gouvernement du Kenya pour construire une centrale géothermique dans la région d'Olkaria². Des entreprises japonaises ont été chargées des travaux. Les turbines, fabriquées au Japon, ont été livrées, et la centrale géothermique est entrée en service en janvier 2015.

Le gouvernement kényan prévoit de couvrir près de 30 % de sa capacité de production totale avec des centrales géothermiques d'ici 2030. Pour accélérer le développement économique durable du Kenya, la JICA va poursuivre sa coopération pour le développement de la production géothermique afin de répondre à la demande croissante en électricité.



Unités 4 et 5 de la centrale géothermique d'Olkaria I (à gauche). Des employés de la Kenya Electricity Generating Company veillent au bon fonctionnement de la centrale (à droite).

1. À la limite des plaques somalienne et africaine, le Rift est une grande vallée qui traverse le continent africain du nord au sud. De fortes températures géothermiques sont observées tout autour de la vallée.
2. Zone volcanique située à 75 kilomètres au nord-ouest de la capitale du Kenya, Nairobi.



Initiation au *kaizen* pour le développement des ressources humaines industrielles auprès des entreprises locales en Éthiopie. (Photo : Kenshiro Imamura)



Un enfant reçoit un vaccin oral contre la polio. (Photo : UNICEF)

considéré comme primordial pour la croissance économique durable de l'Afrique. De plus, les travailleurs locaux qualifiés, les ingénieurs et les techniciens, ainsi que les cadres intermédiaires sont essentiels pour les entreprises internationales qui investissent en Afrique.

Dans ce contexte, la JICA assure une coopération visant la formation de 30 000 Africains dans l'industrie, la création de dix centres TICAD de développement des ressources humaines de l'industrie, et l'invitation de 1 000 jeunes Africains à venir étudier dans des écoles supérieures et à effectuer des stages en entreprise au Japon dans le cadre de l'initiative ABE (African Business Education Initiative for Youth) pour l'éducation commerciale des jeunes Africains annoncée par le gouvernement japonais lors de la TICAD V.

La JICA déploie une aide à travers les centres TICAD de développement des ressources humaines de l'industrie en Éthiopie, en Ouganda, en Égypte, au Sénégal, et dans d'autres pays pour l'éducation supérieure, la formation professionnelle, et un soutien à l'amélioration de la qualité et de la productivité dans les entreprises à travers l'approche du *kaizen*, entre autres, afin de répondre aux besoins et aux attentes des entreprises privées ainsi qu'à la demande sur le marché du travail.

Dans le cadre de l'initiative ABE, en septembre 2014, un premier groupe de 156 personnes issues de huit pays d'Afrique est arrivé pour commencer des études dans 48 universités japonaises. En 2015, 317 autres jeunes Africains sont arrivés au Japon [➔ voir l'étude de cas page 83].

2. Une société inclusive et résiliente

● Éradication de la polio

En mai 2014, le Nigéria et la JICA ont signé un accord de prêt d'APD à hauteur de 8,285 milliards JPY pour le projet d'éradication de la polio. Le Nigéria est l'un des trois pays où la polio est endémique, et le gouvernement nigérian s'est fixé comme objectif d'« interrompre toutes les transmissions de poliovirus sauvages en 2015 ». Le projet vise l'éradication rapide de la polio au Nigéria par l'administration efficace de vaccins contre la polio aux enfants âgés de moins de cinq ans sur tout le territoire. Les fonds du prêt ont été alloués à la

fourniture de 476 millions de doses du vaccin contre la polio.

Le projet intègre un mécanisme innovant de conversion de prêt en collaboration avec la Fondation Bill & Melinda Gates qui remboursera le prêt à la JICA à la place du gouvernement du Nigéria si le projet atteint ses objectifs. Ainsi, la JICA est en mesure d'appuyer les efforts du gouvernement du Nigéria pour éradiquer la polio sans imposer de fardeau financier sur le gouvernement.

Lors de l'exercice 2014, la JICA a octroyé 5,283 milliards JPY de prêts d'APD pour la campagne de vaccination au Nigéria. Ainsi, le nombre d'infections confirmées a diminué de 122 en 2012 à 6 en 2014, et le 12 juin 2015, aucun nouveau cas de polio n'a été rapporté.

La JICA continuera d'apporter une aide complète pour les dernières étapes de l'éradication de la polio en coopération avec le gouvernement du Nigéria et divers partenaires

de développement internationaux.

● Couverture santé universelle (CSU)

Les indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) liés à la santé en Afrique montrent des progrès en matière de vaccination des enfants, de prévention de la diffusion du VIH/sida et de la tuberculose, et de réduction du taux de mortalité lié au paludisme, tandis que des améliorations sont également constatées sur la réduction du taux de mortalité maternelle. Cependant, la majorité des pays africains peineront à atteindre les OMD en 2015.

La JICA va intensifier son aide pour parvenir à la couverture santé universelle (CSU), dont la finalité est d'assurer à tous l'accès à des services de santé de qualité dès que nécessaire et sans risque de difficultés financières. Pour ce faire, la JICA a intégré une perspective de réduction des inégalités dans les programmes de formation des travailleurs de santé et des services médicaux menés jusqu'à aujourd'hui, et elle promeut une coopération qui contribue à la fourniture de services médicaux dans des zones pauvres et isolées et de services fiables pour les femmes et les enfants. La JICA a également initié des mesures pour le financement des soins de santé, notamment une aide pour créer et faire fonctionner des systèmes d'assurance sociale afin que même les pauvres aient accès aux services sociaux à un coût abordable.

Au Soudan par exemple, la JICA a assuré une aide pour renforcer les capacités des sages-femmes qui travaillent dans les villages afin que les femmes qui habitent les zones rurales ou qui ont peu de revenus puissent avoir accès à des services d'aide à l'accouchement. À travers cette aide, les habitants des zones rurales où les services médicaux étaient rares ont aujourd'hui accès à des soins de qualité pour les mères, les enfants et les nouveau-nés. Au Kenya, parallèlement à l'aide politique et stratégique, au développement des ressources humaines, aux installations et aux équipements, à la lutte contre les maladies, au soutien communautaire et d'autres activités traditionnelles sous forme de coopération technique ou de dons, la JICA met également en œuvre un programme pour résoudre les problèmes clés tels que le renforcement des services de santé de base, les soins gratuits pour la grossesse et l'accouchement, l'extension du système d'assurance de

santé publique pour les pauvres, et le renforcement de l'administration et de la gestion des soins de santé par les gouvernements locaux à travers une aide au budget général en vue d'améliorer le financement des soins de santé par des prêts d'APD.

3. La paix et la stabilité

Depuis 2000, une grande partie des guerres civiles et autres conflits qui ont ravagé l'Afrique ont été résolus, mais ces dernières années, les agences gouvernementales de sécurité sont engagées dans un conflit permanent contre les islamistes extrémistes et les groupes terroristes dans la région du Sahel². La stabilisation de la région continue de poser un problème urgent qui doit être résolu.

En 2014, afin d'assurer la paix et la stabilité en Afrique, la JICA a organisé une formation sur la justice pénale pour les pays d'Afrique francophone et invité des hauts responsables de la justice, du ministère public et de la police de huit pays d'Afrique occidentale à venir au Japon. En février 2014, la JICA a entamé la seconde phase de formation des officiers de police en République démocratique du Congo en se concentrant sur le renforcement des capacités de formation. Terminé en mars 2014, ce projet a pris la suite de la phase 1, mise en œuvre en coopération avec le PNUD, sous la forme d'une coopération technique menée directement par la JICA à la demande de la police nationale du Congo pour renforcer ses capacités à conduire ses propres formations. De plus, pour assurer la sécurité sur les côtes de Somalie, où la piraterie



Première formation aux enquêtes dans le cadre du projet de renforcement des capacités des gardes-côtes de Djibouti. (Photo : Gardes-côtes japonais)

est devenue un problème majeur, la JICA met en œuvre le projet de renforcement des capacités des gardes-côtes de Djibouti, qui sert de base aux opérations de lutte contre la piraterie menées par de nombreux pays. À travers ce projet, la JICA organise des formations pour améliorer les capacités des gardes-côtes à faire appliquer les lois maritimes et renforcer leurs capacités organisationnelles.

2. Région située approximativement entre les latitudes 20° à 12° Nord : la partie méridionale du Sahara, notamment l'Éthiopie, l'Érythrée, la Gambie, Djibouti, le Soudan, le Sénégal, le Tchad, le Nigéria, le Niger, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie et d'autres pays.

Étude de cas **Somalie : Formation pour le développement des ressources humaines**

Offrir des opportunités de formation à ceux qui sont en première ligne des efforts de reconstruction en Somalie

Le gouvernement central de la Somalie s'est effondré en 1991, mais l'adoption de la constitution provisoire, en 2012, a mené à la formation d'un gouvernement fédéral. Depuis la formation de ce gouvernement fédéral, la JICA redouble d'efforts pour former des ressources humaines qui prendront la tête des activités de reconstruction en Somalie. Un total de 85 Somaliens ont participé à un programme de formation pour les pays tiers ou à un programme de formation au Japon organisé par la JICA.

Le savoir-faire en matière de gestion des hôpitaux et les liens d'amitié entre les participants aux formations sont un atout

Le Dr Mohamed, venu de Somalie, a participé au cours sur la gestion totale de la qualité pour les installations de santé en Afrique, qui était organisé en Égypte dans le cadre de la formation pour les pays tiers. L'hôpital Banadir, où travaille le Dr Mohamed, est l'un des rares hôpitaux à ne pas avoir été détruit au cours de la guerre civile grâce aux efforts et à la détermination du personnel et des habitants.

Après l'obtention du diplôme lui permettant d'exercer la médecine en Somalie, la guerre civile a éclaté et le Dr Mohamed a fui pour travailler dans un hôpital en Europe, mais après dix années à l'étranger, elle est rentrée pour aider son pays à faire face à la pénurie de médecins. À propos de la formation qu'elle a reçue en Égypte, le Dr Mohamed déclare : « J'ai acquis mes connaissances et compétences médicales

en Allemagne, mais je ne savais rien sur le fonctionnement et la gestion des hôpitaux. Les cas étudiés à l'Université de Faiyoum, en Égypte, sur les réductions des dépenses à travers le contrôle des stocks par l'approche 5S-KAIZEN-TQM* étaient assez impressionnants. Les nouveaux amis venus d'autres pays en développement que j'ai rencontrés durant la formation m'ont aussi beaucoup apporté et j'espère rester en contact avec eux ».

Utiliser l'expertise du Japon en matière de sécurité maritime en Somalie

Trois responsables officiels des mesures de lutte contre la piraterie du ministère somalien de la Sécurité nationale et du bureau du premier ministre de l'époque ont participé aux cours de formation sur l'application de la loi maritime, organisés chaque année par la JICA en coopération avec les gardes-côtes japonais.

Au cours de la formation qui a eu lieu de mai à juin 2014, les participants se sont familiarisés avec la sécurité maritime au Japon, notamment l'organisation et les installations des gardes-côtes japonais et la



Cours sur l'identification des faux passeports au Centre de recherche des gardes-côtes (le participant somalien se trouve en troisième position à droite).

formation des officiers à l'Académie des gardes-côtes japonais. Ils ont également acquis des connaissances de base en matière de lutte contre le crime maritime, notamment en droit international, en histoire et sur les mesures de lutte contre la piraterie, le terrorisme et le trafic de drogues, ainsi que des connaissances pratiques comme l'arraisonnement des navires, les techniques d'arrestation et l'identification criminelle.

La Somalie est régulièrement touchée par des actes de piraterie au large de ses côtes, et la JICA va continuer de soutenir le gouvernement somalien dans ce domaine.

* Cette approche consiste à maîtriser la gestion des installations sanitaires et médicales en améliorant l'environnement de travail à travers la technique des 5S (trier, mettre de l'ordre, nettoyer, standardiser, se discipliner).